



EN SUBSTANCE PAR ERIC SCHEIDEGGER

Le contrôle des investissements : un terrain glissant

Environ 80 % des actions des trente plus grandes entreprises suisses sont aux mains d'investisseurs étrangers. Vue par l'autre bout de la lorgnette, l'importance des capitaux étrangers peut prendre un autre visage : le stock des investissements directs en Suisse s'élève à quelque 1000 milliards de francs. Cela correspond pratiquement à un demi-million d'emplois répartis dans des filiales de sociétés étrangères.

Certaines interventions parlementaires laissent à penser que la Suisse est en train de brader son économie. Leurs auteurs se réfèrent à de nombreux pays de l'OCDE qui soumettent les participations étrangères au capital de leurs entreprises à un contrôle de l'État. Les partisans d'un tel système se montrent spécialement préoccupés par les investisseurs étatiques, en particulier lorsque ceux-ci sont implantés dans des pays émergents ou contrôlés par des fonds souverains ; ils déplorent l'étatisation indirecte de sociétés privées qui en résulterait.

Il est vrai que les entreprises publiques peuvent fausser la concurrence. Ainsi, des sociétés étrangères pourraient bénéficier d'avantages en matière de financement et se soustraire à l'effet disciplinant du risque de faillite par le biais de garanties étatiques. Dans ce contexte de « contrainte budgétaire lâche », celles-ci pourraient déployer une stratégie tarifaire plus agressive que leurs concurrentes privées ou prendre davantage de risques dans leurs investissements. Ces réserves valent toutefois pour tous les investisseurs étatiques, que leur siège soit en Asie, en France ou en Suisse. On peut aussi se demander si des entreprises publiques pourraient assurer leur viabilité à long terme en procédant à des investissements inefficaces, car non conformes aux règles du marché. La faillite économique de nombreuses entreprises d'État est éloquent : à terme, les sociétés publiques finissent, elles aussi, par subir des contraintes budgétaires « dures ».

Le fait que, dans certains cas, les bailleurs de fonds concernés soient établis dans des États qui ne garantissent pas la réciprocité fait également l'objet de

critiques. Ce raisonnement ne tient pas pour qui est convaincu de l'avantage fondamental de l'investissement direct : les emplois générés par les investissements étrangers profitent a priori à l'économie, raison pour laquelle la Suisse peut tout à fait s'ouvrir unilatéralement. Le cas échéant, il va sans dire que la réciprocité doit être exigée. Toutefois, comme on le constate avec la Chine, les négociations visant une ouverture du marché aux investisseurs étrangers exigent de la persévérance : même après six années et 17 rondes de négociations, l'Union européenne ne peut encore annoncer aucune percée.

Enfin, les auteurs de ces interpellations partent du principe que les investisseurs qui convoitent le savoir-faire des entreprises suisses viennent avant tout de pays émergents. Est-ce un problème sur le plan économique ? Après tout, au moment du rachat, les propriétaires des sociétés sont rétribués à hauteur de la rentabilité future estimée de leur technologie de production. Vu sous cet angle, il est difficile de faire la distinction entre « bons » et « mauvais » investisseurs étrangers. En fin de compte, les sociétés « suisses » profitent elles aussi du savoir-faire extraterritorial par leurs prises de participation à l'étranger ; c'est même là un des principaux objectifs de l'investissement direct.

La Suisse n'est pas un libre-service

Il faut en outre préciser que la Suisse n'est pas un « supermarché géant » : la loi sur les cartels prévoit le contrôle des fusions afin d'empêcher que la concurrence soit mise à mal en cas de rachat de sociétés. La reprise d'une entreprise cotée en bourse tombe sous le coup de la loi fédérale sur les bourses qui oblige l'acquéreur à se déclarer. De plus, les acteurs de nombreux secteurs économiques sont protégés de tout rachat étranger du fait qu'ils sont la propriété de l'État. Cela vaut pour les domaines de la santé, de la poste et des télécommunications, de l'énergie ou encore de l'armement.

La mise en place d'un contrôle étatique systématique peut partir d'une bonne intention, mais recèle le germe d'une politique de pré carré teintée de protectionnisme. Qui décide quels sont les secteurs importants, les entreprises stratégiques ou les emplois dignes d'être protégés ? Ériger des barrières au seul argument que d'autres pays font de même ne constitue en tout cas pas une explication valable.

Eric Scheidegger est chef de la Direction de la politique économique, Secrétariat d'État à l'économie (Seco), Berne
eric.scheidegger@seco.admin.ch